



17/03/2010

## **Projet de concept pénitentiaire<sup>1</sup>**

**- commission juridique de la Chambre des Députés, 17 mars 2010 -**

### **1. Introduction**

#### **1.1 Etat des lieux :**

##### **1.1.1 Centre Pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig (CPL) (au 16.03.2010) :**

###### **Population générale :**

	Hommes	Femmes	Total
Condamnés	273	10	<b>283</b>
Prévenus	309	17	<b>326</b>
Rétention	28	0	<b>28</b>
Section discipl.	5	3	<b>8</b>
	615	30	<b>645</b>
Surveill. électr.	16	3	<b>19</b>

###### **Répartition selon la *nationalité* :**

	LU	Non-LU, dont :	DE	BE	NL	ES	PO	FR	IT	autres
Hommes	168	447	2	15	11	0	109	71	10	229
Femmes	11	19	0	1	0	1	3	5	0	9
<b>Total:</b>	<b>179</b>	<b>466</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>112</b>	<b>76</b>	<b>10</b>	<b>238</b>

###### **Répartition selon la *résidence* :**

<b><i>Résidents : 359</i></b>				<b><i>Non résidents : 286</i></b>			
Hommes : 335		Femmes : 24		Hommes : 280		Femmes : 6	
EU	259	EU	19	EU	161	EU	3
Autres	76	Autres	5	Autres	119	Autres	3

<sup>1</sup> Le présent document n'est qu'un **résumé** de la proposition du futur concept pénitentiaire, en vue d'une présentation synthétique de ses **idées-clefs**. La rédaction proprement dite du concept se fera à un stade ultérieur après discussion avec les acteurs directement concernés.

**1.1.2 Répartition selon la nature de l'infraction au CPL et au CPG :**  
(année judiciaire 2008-2009, chiffres au 01.09.2009)

infractions	CPL			CPG	
	Prévenus	Condamnés	Total	Condamnés	autres
Toxicomanie	107	121	<b>228</b>	28	0
Vols	64	41	<b>105</b>	9	0
Crimes de sang	26	42	<b>68</b>	8	0
Vols avec violences	19	47	<b>66</b>	5	0
Attentat à la pudeur	16	23	<b>39</b>	4	0
Faux, escroquerie	17	10	<b>27</b>	1	0
Coups/bless. volont.	3	12	<b>15</b>	7	0
Incendie volontaire	3	3	<b>6</b>	2	0
Prise d'otage/enlèv.	3	1	<b>4</b>	0	0
Recel	2	0	<b>2</b>	0	0
Armes prohibées	1	1	<b>2</b>	1	0
Abandon de famille	0	1	<b>1</b>	2	0
Rébellion	0	1	<b>1</b>	0	0
Destruction de clôture	0	1	<b>1</b>	0	0
Circulation	0	0	<b>0</b>	3	0
Abus de confiance	0	0	<b>0</b>	2	0
Viol	0	0	<b>0</b>	4	0
Tentative de meurtre	0	0	<b>0</b>	2	0
Usage de faux	0	0	<b>0</b>	0	0
Séquestration	0	0	<b>0</b>	1	0
Reclus volontaires	0	0	<b>0</b>	0	1

**1.2 Un concept pénitentiaire, pourquoi ?**

- La construction d'un 3<sup>ème</sup> centre pénitentiaire à Uerschterhaff (CPU) requiert une plus grande coordination centrale.
- Il s'agit non seulement « d'une Prison de plus », mais une certaine logique et continuité chronologiques entre les 3 Prisons (CPU = détention préventive, CPL = prison fermée, CPG = prison semi-ouverte) requiert qu'il y ait un seul concept.
- Utilisation rationnelle et économique des deniers publics consacrés aux Prisons.

**2. Prémisse**

- Transition d'une philosophie réactive (= enfermer le prisonnier et attendre la fin de sa peine) vers une philosophie proactive (= limiter les peines privatives de liberté au strict nécessaire et préparer le prisonnier à la resocialisation)

**3. L'objet du concept pénitentiaire<sup>2</sup>**

- 1) Définir le sens et les objectifs de la Prison : remplacer les peines de prison contreproductives et dommageables par des alternatives (p.ex. travaux d'intérêt général, surveillance électronique), notamment en vue d'une meilleure resocialisation (objet *primaire*)

<sup>2</sup> Il s'agit d'une réforme pénitentiaire, et non pas d'une réforme *structurelle* de l'exécution des peines, qui pourra être entamée dans une deuxième phase

- 2) Orienter la réforme des structures pénitentiaires : définition des missions des différents intervenants en matière pénitentiaire lors de la création de la future Administration pénitentiaire (fAP) (objet *secondaire*)

#### 4. Les objectifs du concept pénitentiaire

##### 4.1 **Quant à la réforme pénitentiaire :**

- répartition claire entre les rôles et missions de la fAP d'une part et du Procureur Général d'Etat (PGdE) d'autre part, approche générale :
  - La fAP, sous la tutelle du Ministre de la Justice, jouera le rôle d'un « *back office* » pour l'exécution des peines (personnel, infrastructures, sécurité et sûreté, budget, santé, mise au travail, resocialisation intra-muros, statistiques, droit, recherche et autres questions horizontales) ;
  - le PGdE reste en charge de l'exécution des peines et de la définition du traitement pénologique pour chaque détenu, et il gardera un certain « droit de regard » (contrôle) sur les Prisons, notamment par un accès sans restrictions aux prisons ;
  - le nouveau cadre légal déterminera les cas pour lesquels le PGdE décidera, émettra son avis ou sera simplement informé de l'exécution des tâches de la fAP ; assurer une coopération effective entre la fAP, les Prisons et le PGdE par le biais :
    - d'un comité de coordination entre la fAP/Prisons et le PGdE, et
    - un accès direct du PGdE à toutes les informations de la fAP/Prisons dont il a besoin afin d'accomplir sa mission
- Formulation plus claire et transparente des normes pénitentiaires :
  - reprise sur le métier de toutes les dispositions applicables (codification/compilation)
  - la nouvelle loi pénitentiaire déterminera les principes généraux ;
  - des règlements grand-ducaux fixeront les normes d'exécution de la loi pénitentiaire ;
  - des règlements ministériels fixeront le détail de la vie des détenus en Prison ainsi que leurs droits et devoirs relatifs notamment au concept de resocialisation (approche du « guide du détenu », « *Hausordnung* »).

##### 4.2 **Quant à l'exécution des peines : les missions des Prisons**

- A quoi doit servir la Prison au 21<sup>ème</sup> siècle, c.à.d. quels sont les buts de la peine de prison ?
  - 1) La prévention *individuelle* de la récidive, prise en compte globale de la situation socio-professionnelle du détenu et évaluation des risques de récidive (*risk assessment*)
  - 2) L'implication active du détenu dans sa resocialisation, mise en place d'un contrat volontaire individuel de resocialisation,
  - 3) la protection de la sécurité publique (= prévention *générale* de la récidive),
  - 4) la sanction du délinquant (=privation de la liberté d'aller et de venir),
  - 5) la prise en compte des intérêts de la victime et dans ce contexte la mise en place d'une procédure volontaire de conciliation entre la victime et le détenu.
- Quels sont les principes directeurs guidant la réalisation de ces buts ?
  - 1) Sans préjudice des peines légales accessoires, la privation de liberté doit être la seule peine (éliminer les peines accessoires implicites, p.ex. absence

de domicile légal -> impossibilité de se marier ; trop grande limitation des visites et des courriers pour maintenir les liens socio-familiaux, etc.)

- 2) Dans la mesure du possible, la Prison doit correspondre à la vie en liberté, sauf pour ce qui est nécessaire à l'exécution de la peine et à la sécurité dans les Prisons, c.à.d. amorcer un « *changement de culture* » vers une « **normalisation** » des Prisons !

→ **La resocialisation via la normalisation :**

Pourquoi « normaliser » la Prison et la peine de prison ?

- Il est contreproductif de « désocialiser » un détenu (= simplement l'enfermer en attendant la fin de sa peine), pour ensuite vouloir le resocialiser en vue de sa libération ;
- passer de la seule « responsabilité » du détenu (= le laisser subir passivement sa peine) à sa « **responsabilisation** » (= impliquer le détenu dans l'apprentissage d'une « vie responsable sans crime »)

Comment « normaliser » la Prison et la peine de prison ?

- organiser la détention suivant un équilibre interactif entre **droits** et **devoirs** du détenu ; comportement social, travail, éducation, santé, liens familiaux et sociaux, etc.
- communiquer aux détenus les principes de base d'une vie responsable sans crime, principalement par le biais du personnel pénitentiaire (cf. point 5.3), et la création des structures appropriées (cf. point 5.6, « centre de compétences »)

## 5. **Les réflexions en vue de la mise en œuvre du concept**

### 5.1 **L'exécution des peines proprement dite**

- aménagement du pécule des détenus sur base du salaire horaire social minimum non qualifié par :
  - son augmentation (→ permettre aux détenus de continuer, le cas échéant, à soutenir leur famille et d'avoir des perspectives lors de la libération) ;
  - la création d'une 3<sup>ème</sup> partie du pécule (à côté des parties disponible et réservée) destinée à indemniser les parties civiles ;
  - l'introduction de l'insaisissabilité de la 3<sup>ème</sup> partie du pécule, afin de mieux assurer l'indemnisation des parties civiles,
- assurer que les détenus disposent à chaque moment d'une adresse (→ exercice du droit de vote par correspondance, mariage/partenariat, faciliter les démarches administratives en vue de la resocialisation, etc.)
- respect de la cellule du détenu comme domicile de substitution
- volonté d'introduire la sécurité sociale pour les détenus afin qu'ils disposent d'une couverture sociale minimale pendant leur incarcération, en collaboration avec le Ministère de la Sécurité sociale
- réflexions sur une réorientation de l'éducation et de la formation (→ « départ » des mineurs, cf. point 5.6, amorcer approche du « *life-long learning* » / formation pour adultes, *e-learning* dans des limites sécuritaires acceptables)
- meilleure prise en compte des liens familiaux respectivement sociaux des détenus : leur création et préservation par un régime de visite simplifié, réflexions sur les visites familiales, la relations parent-enfant, les visites dans l'intimité
- réexamen de la coopération en matière de santé, ensemble avec le CHL et CHNP

### 5.2 **le concept de réintégration :**

- proposer au détenu un contrat volontaire individuel et dynamique de resocialisation, déterminant ses droits et devoirs dans son processus de resocialisation (idée : le détenu a droit à un contrat individuel de réinsertion dans la

société, mais il a aussi le devoir de coopérer activement à sa mise en œuvre) ; prise en compte l'état socioprofessionnel du détenu ; description des objectifs de réinsertion à atteindre ; échéancier avec mesures de formation, de travail et avant tout d'acquisition de compétences sociales, réexamen périodique du contrat ;

- la réconciliation avec ses éventuelles victimes notamment dans le cadre d'une médiation ;
- l'exécution du contrat de resocialisation (conclu intra-muros mais dont l'exécution ne se terminera qu'extra-muros) réunira d'une part l'ensemble des services étatiques (notamment SCAS/SPSE) et d'autre part les autres intervenants externes non-étatiques (p.ex. visiteurs de prisons, ONG actives dans la mise au travail ou dans l'hébergement etc.) ; Il prend départ en prison lors de la phase d'exécution de la peine privative de liberté. Il ne peut cependant expirer qu'après une certaine période extra-muros, à définir sur base individuelle ;
- tous les éléments constitutifs du parcours (travail, formation, prise en charge sanitaire, etc.) ne sont pas à considérer comme des fins en soi, mais comme des moyens en vue d'atteindre le but fixé.

### 5.3 quant au personnel des Prisons :

- reprise sur le métier de toutes les carrières du personnel pénitentiaire, évaluation des besoins en nombre et qualifications ;
- transformation du gardien « porte-clefs » en agent pénitentiaire, première personne de contact du détenu, le meilleur placé pour véhiculer les valeurs pénitentiaires ;
- augmentation du minimum scolaire requis pour la carrière des agents pénitentiaires (9<sup>ème</sup> → 11<sup>ème</sup> secondaire) et recrutement plus large dans le secteur civil (en dehors du « privilège militaire »)
- mise en place d'une formation spécifique pénitentiaire, recherche de synergies avec l'INAP afin d'améliorer de façon générale la formation initiale et continue du personnel pénitentiaire, formation continue et évaluation obligatoires pour les avancements, développement de la collaboration avec des écoles pénitentiaires étrangères (échanges d'agents en cours de formation, stages pratiques dans des Prisons étrangères, etc.)

### 5.4 quant aux bâtiments pénitentiaires

#### L'approche d'exécution de la détention préventive au CPU

La CPU prendra en charge les détenus préventifs. En raison de la multifonctionnalité des installations, différents régimes de détention pourront être mis en œuvre qui permettent dans des cas spécifiques (sécurité, sûreté, enquête) la prise en charge ponctuelle de détenus emprisonnés au CPL respectivement au CPG.

#### La future orientation du CPL

La construction de la CPU va entraîner un soulagement significatif et nécessaire par rapport au nombre trop élevé de détenus au CPL. Fort des expériences réalisées à ce jour dans le contexte de l'exécution des peines, l'infrastructure actuelle sera optimisée notamment dans le domaine des soins médicaux et de la sécurité (p.ex. brouilleur GSM). Le CPL va prendre en charge l'exécution des peines des condamnés et l'exécution des peines des femmes. Il se chargera aussi des prisonniers condamnés à des peines à perpétuité et les prisonniers condamnés qui ont besoin d'un niveau très élevé de sécurité, tout comme les prisonniers présentant des problèmes psychiatriques particuliers. Le CPL assurera dans le contexte du système pénitentiaire global du Luxembourg un centre de compétence (cf. point 5.6) pour toutes les prisons.

## La future orientation du CPG

Le CPG est une prison semi-ouverte qui offre aux détenus un régime plus libéral (travail dans la prison et, dans le contexte du projet « défi-job », à l'extérieur). Le CPG complète, en fin de parcours, comme institution préparant à la remise en liberté, l'offre défini par le nouveau concept pénitentiaire en commençant par le CPU (exécution de la détention préventive) et le CPL (exécution des peines privatives de liberté). Ouverture de l'unité pour femmes au CPG au cours des prochains mois.

### 5.5 quant à la fAP, les Prisons et/ou le PGdE :

- Réflexions sur une plus grande flexibilité gestionnaire des Prisons au niveau de l'occupation des détenus (= permettre aux Prisons à démarcher plus activement le secteur privé afin de trouver du travail) et quant à la gestion des dépenses et recettes (= introduction de la gestion séparée pour les Prisons, plus grande flexibilité dans la (ré-)affectation des recettes).
- Réflexions sur une amélioration de la communication entre les autorités répressives et la fAP/les Prisons en cas de décès d'un détenu (→ assurer que les Prisons disposent des informations nécessaires afin de pouvoir remédier le cas échéant aux causes du décès).
- Organiser une meilleure coordination entre les différents intervenants sociaux publics et privés (mise en place d'une étroite collaboration avec le PGdE, le SCAS/SPSE, « défi-job » et autres ONG sociales actives au niveau de la prévention respectivement la lutte contre la toxicomanie, surendettement, logement/d'hébergement etc.) afin d'avoir un suivi cohérent du détenu, surtout après sa libération.
- Définition par les instances étatiques de projets de recherche à long terme en matière pénitentiaire (évaluation permanente du concept pénitentiaire).
- Volonté de créer une meilleure approche statistique afin de mieux évaluer et préparer les besoins pénitentiaires, éventuellement avec l'Université du Luxembourg et/ou le STATEC (réactivation de la coopération de 1962 à 1974).
- Réflexions sur une plus grande utilisation des alternatives à l'emprisonnement, surveillance électronique, travaux d'intérêt général, etc.
- Développement du dispositif d'accompagnement des détenus (augmenter leur employabilité, aide dans les formalités et démarches dans la recherche d'un emploi, reconnaissance officielle de la formation acquise en Prison) et pour le personnel (approche « *train the trainers* »), p.ex. programme « EQUAL ».
- Approche plus proactive à l'égard des détenus non-résidents (→ la resocialisation n'a de sens que dans l'Etat de résidence du détenu) par un usage conséquent des nouveaux instruments de l'UE et par un meilleur agencement entre la détention et la rétention pour les détenus non-résidents expulsables.

### 5.6 « horizon 2017 » :

(= mise en service prévue du CPU)

- réaménagement du CPL, création d'un « centre de compétences » (meilleure prise en compte des besoins spéciaux de certaines catégories de détenus (femmes, femmes enceintes, toxicomanes, malades mentaux, personnes âgées, etc.), y compris un quartier de haute sécurité)
- plus de mineurs dans les Prisons, à l'exception de ceux étant soumis au droit pénal commun des adultes (déjà pour 2011, après mise en service de l'unité de sécurité à Dreiborn)

## 6. Un concept évolutif

« *Last but not least* » : la proposition de concept pénitentiaire n'est pas figée une fois pour toutes mais sera à adapter aux évolutions en la matière. \_\_\_\_\_